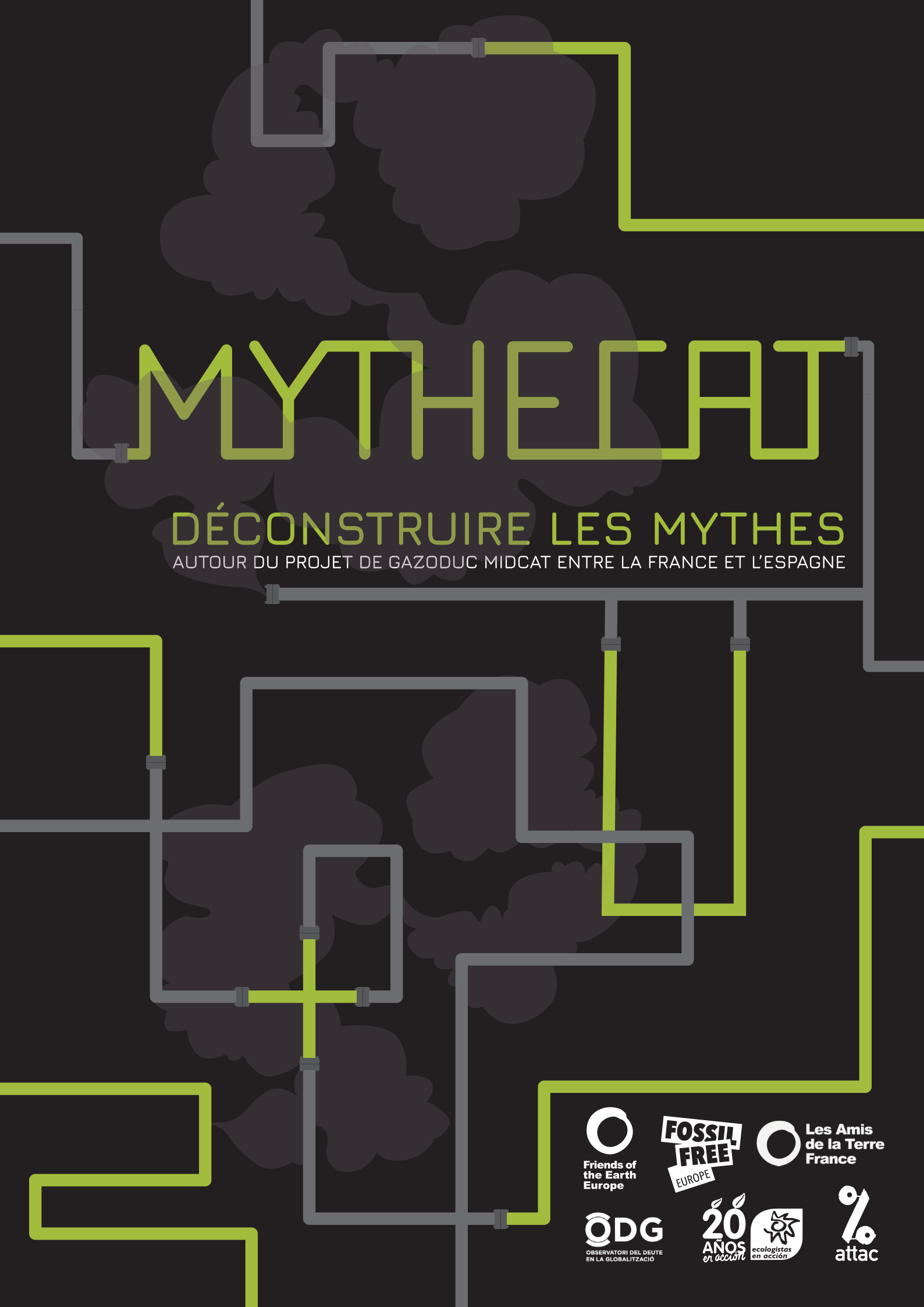
MYTHECAT

DÉCONSTRUIRE LES MYTHES

AUTOUR DU PROJET DE GAZODUC MIDCAT ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE



Friends of the Earth Europe

FOSSIL FREE EUROPE

Les Amis de la Terre France

ODG OBSERVATORI DEL DEUTE EN LA GLOBALITZACIÓ

20 AÑOS en acción ecologistas en acción

attac

TABLE DES MATIÈRES

4 **INTRODUCTION**
Qu'est-ce que MidCat / STEP ?

6 **MYTHE 1**
Le gaz contribue à la lutte contre le dérèglement climatique

7 **MYTHE 2**
Le gaz est une énergie de transition

8 **MYTHE 3**
Le gaz est une énergie propre

9 **MYTHE 4**
MidCat/STEP est nécessaire pour la sécurité d'approvisionnement en gaz

10 **MYTHE 5**
MidCat/STEP est nécessaire pour la diversification des fournisseurs en gaz

11 **MYTHE 6**
STEP représente un investissement minime et rentable

12 **MYTHE 7**
Le prix du gaz va baisser grâce à MidCat/STEP

13 **MYTHE 8**
MidCat/STEP est promu par des entreprises agissant pour le bien commun

14 **LA RÉALITÉ**

15 **NOS DEMANDES**

16 **RÉFÉRENCES**

AUTEURS
Antoine Simon & Cécile Marchand
CONTRIBUTIONS
Samuel Martín-Sosa Rodríguez, Josep Nualart Corpas, Jacqueline Balvet, Paul de Clerck, Colin Roche
EDITRICE
Laura Hieber
GRAPHISME
Capucine Simon

Publié par les Amis de la Terre Europe
et les Amis de la Terre France,
Mai 2018

La fédération des Amis de la Terre France est une association de protection de l'Homme et de l'environnement, à but non lucratif, indépendante de tout pouvoir politique ou religieux. Créée en 1970, elle a contribué à la fondation du mouvement écologiste français et à la formation du premier réseau écologiste mondial – Les Amis de la Terre International – présent dans 75 pays et réunissant 2 millions de membres sur les cinq continents. En France, les Amis de la Terre forment un réseau d'une trentaine de groupes locaux autonomes, qui agissent selon leurs priorités locales et relaient les campagnes nationales et internationales sur la base d'un engagement commun en faveur de la justice sociale et environnementale.

La fédération des Amis de la Terre Europe agit pour une transition juste et rapide face à l'urgence climatique. Mettre fin aux fossiles dans le secteur de l'énergie en Europe d'ici 2030 signifie pour elle une transition juste vers un modèle énergétique 100% renouvelable, non-nucléarisé et respectant les principes de sobriété et d'efficacité énergétique.

Ce document a été réalisé avec le soutien financier de la European Climate Foundation et de l'Union européenne dans le cadre du programme LIFE et du projet "Citizens for Financial Justice". Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité des Amis de la Terre France et des Amis de la Terre Europe et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne ou des autres bailleurs.

INTRODUCTION – QU'EST-CE QUE MIDCAT / STEP ?

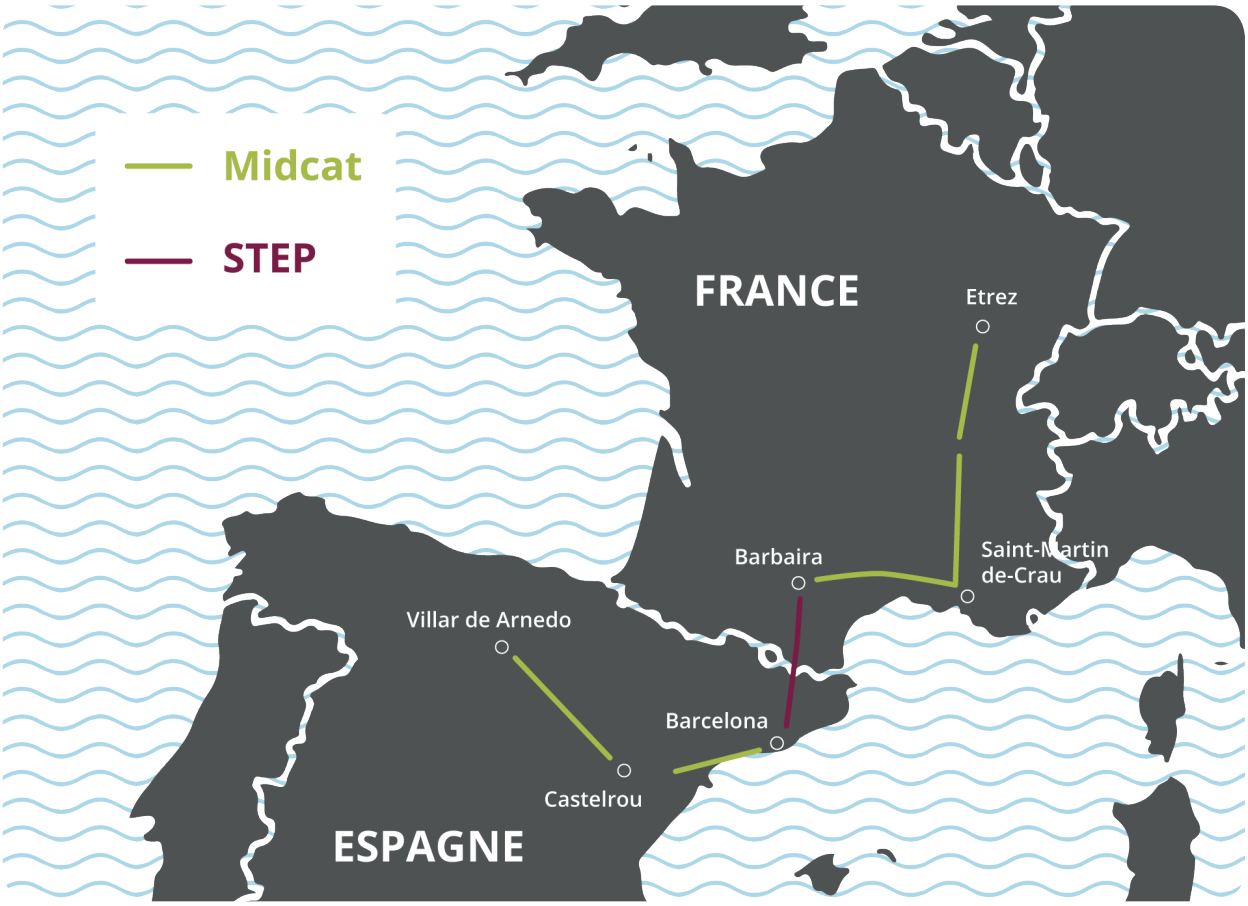
Depuis plus de 10 ans, Enagás (en Espagne) et Teréga, ex-TIGF (en France) promeuvent la construction du pipeline Midi-Catalogne (plus connu sous le nom de "MidCat"), un projet d'infrastructure gazière très controversé entre la France et l'Espagne, faisant face à une résistance grandissante des deux côtés des Pyrénées.

QU'EST-CE QUE MIDCAT/STEP ?

MidCat est un projet de gazoduc traversant l'est des Pyrénées et visant à doubler les capacités des interconnexions gazières existantes entre la France et l'Espagne. Le projet, qui pourrait transporter 7,5 milliards de mètres cube de gaz par an dans les deux directions, nécessite la construction d'environ 1250 km de pipelines, dont 800 km en France et 450 km en Espagne. L'investissement total s'élève à la somme astronomique de 3,1 milliards d'euros, pour une infrastructure censée être construite en 2020. [1]

Bien qu'il soit présenté par Enagás et Teréga comme un projet distinct, STEP (qui signifie "South Transit East Pyrenees") est en fait la première phase du projet MidCat : un pipeline de 227 km de long, traversant la frontière franco-espagnole.[2]

Le projet MidCat s'apparente à un cheval de Troie, à l'ambition toujours plus grande, sa taille augmentant à chaque fois que la carte des projets gaziers est actualisée au niveau européen : 25 km de long en 2013[3], 432 km de long en 2015[4] et 577 km de long en 2017[5].



Carte 1: Tracé de MidCat/STEP (source: Pöyry)

MidCat et son sous-ensemble STEP figurent tous les deux sur la liste de l'Union Européenne des "projets d'intérêt commun" dans le domaine de l'énergie ("liste des PCI")[6], une liste conçue par la Commission européenne et les Etats membres pour identifier les projets d'infrastructures énergétiques prioritaires en Europe, prétendument censés améliorer la sécurité énergétique du continent et lutter contre le dérèglement climatique. Il est crucial pour les promoteurs comme Enagás et Teréga que leurs projets figurent sur cette liste, non seulement parce qu'ils bénéficient à ce titre de procédures d'autorisations accélérées mais aussi (et surtout) parce que cela leur donne accès à d'importantes subventions publiques et attire les investisseurs privés plus facilement.[7]

Face au gouvernement espagnol et la Commission européenne, qui en ont fait un projet hautement politique et prioritaire, et grâce à l'attentisme des autorités françaises, le projet avance. Néanmoins il soulève de sérieux doutes en termes de viabilité économique et d'impacts environnementaux et climatiques. C'est pourquoi l'opposition grandit chez les collectifs citoyens, les membres du Parlement européen et les associations environnementales à l'échelle locale, nationale et européenne. Ce rapport vise à présenter ces doutes, à déconstruire les mythes développés par Enagás et Teréga pour promouvoir le MidCat/STEP et à révéler les réels intérêts cachés derrière le projet.

MYTHE 1

LE GAZ CONTRIBUE À LA LUTTE CONTRE LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

Le gaz naturel est souvent présenté comme une énergie propre, compatible avec les engagements climatiques pris par l'Union européenne dans le cadre de l'Accord de Paris (décarbonisation de notre économie à 95% d'ici à 2050 et maintien de la température « bien en deçà des 2°C »).[8]

Les compagnies de gaz utilisent abondamment cet argument pour justifier la construction de nouvelles infrastructures et pour légitimer un usage prolongé de leur énergie : Teréga avance ainsi sur son site que le gaz est « un mélange d'hydrocarbures légers comprenant essentiellement du méthane, incolore, inodore, ni corrosif, ni toxique ». Teréga ajoute que comparé aux autres hydrocarbures, le gaz offre la meilleure option pour combattre le changement climatique car il émettrait « peu de gaz carbonique, deux fois moins d'oxyde d'azote que le fioul et trois fois moins que le charbon, contribuant ainsi à la lutte contre l'effet de serre ».[9]

Il s'agit pourtant d'une vision très biaisée de la contribution du gaz au changement climatique : si le gaz naturel est effectivement inodore et incolore, le méthane dont il est essentiellement composé est avant tout un des plus puissants gaz à effet de serre. Selon le GIEC, le méthane présente un pouvoir réchauffant 86 fois supérieur au CO2 sur une période de 20 ans.[10] Même à de faibles taux de fuites (accidentelles ou volontaires), son impact sur le climat peut dès lors être conséquent. Malheureusement, ces taux d'échappement sont significatifs: le méthane est aujourd'hui la deuxième plus importante source mondiale d'émissions de gaz à effet de serre après le CO2 et ces émissions continuent de progresser.[11] Une étude scientifique menée par la NASA et parue dans Nature en Décembre 2017 a en effet observé un boom de ces émissions de méthane depuis 2006 avec une augmentation mondiale de 25 téragrammes par an[12] (l'équivalent de la consommation annuelle des Pays-Bas, cinquième plus gros consommateur de gaz en Europe). L'étude répond à une question longtemps débattue sur l'origine de ces émissions, l'industrie du gaz arguant qu'une majeure partie proviendrait des zones humides. Cependant, l'étude révèle que 60% (17 téragrammes) de cette augmentation provient des hydrocarbures fossiles (essentiellement de l'industrie gazière). Par exmple, sur certains sites de production de gaz aux Etats-Unis, jusqu'à 9% de la production totale de gaz s'échappe dans l'atmosphère.[13]

Ces émissions de méthane sont un mal systémique du secteur gazier mais le problème est mal reconnu, en partie en raison des estimations officielles erronées de ces émissions (60% en deçà de la réalité aux Etats-Unis, selon la communauté scientifique[14]) et en partie parce que les données exactes de ces émissions sont détenues par les industries du secteur, peu enclines à les partager.

CONCLUSION

Les énergies fossiles sont les principaux déclencheurs du changement climatique et aucune d'entre elles - gaz compris - ne peut prétendre être la solution au problème qu'elles ont elles-mêmes créé.

MYTHE 2

LE GAZ EST UNE ÉNERGIE DE TRANSITION

L'industrie aime présenter le gaz comme une énergie de transition, plus propre que les autres énergies fossiles, qui permettrait non seulement de diminuer les émissions de CO2 mais aussi d'assurer la complémentarité avec les énergies renouvelables pour compenser leur intermittence. Cet argumentaire, utilisé pour légitimer l'utilisation du gaz dans les décennies à venir et justifier la construction de nouvelles infrastructures, est au coeur de la communication des entreprises gazières. Enagás et Teréga, les promoteurs de l'interconnexion MidCat/STEP, ne sortent pas du lot.[16]

Néanmoins, si nos dirigeants étaient sérieux lorsqu'ils ont décidé à Paris de "contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux pré-industriels et de poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5°C"[17], il n'y a pas de place pour le gaz dans le budget carbone de l'Europe après 2030, ce qui signifie une sortie très rapide des énergies fossiles (incluant le gaz), qu'il est nécessaire d'enclencher le plus rapidement possible. En 2016, l'augmentation globale de la température a déjà atteint les 1,1°C par rapport aux niveaux pré-industriels[18], 17 des 18 années les plus chaudes ont eu lieu depuis le début du 21ème siècle et les émissions des CO2 mondiales continuent d'augmenter[19].

La place qu'il reste au gaz dépend ainsi entièrement de la façon dont nous utilisons notre budget carbone pour rester sous les 1,5°C ou 2°C, et malheureusement ce budget diminue rapidement. Ces six dernières années, le monde a consommé un quart du budget carbone qu'il nous restait en 2011 pour limiter l'élévation des températures à 2°C. Une étude récente publiée par le Centre Tyndall de Recherche sur le Changement Climatique montre que, dans ce contexte, le futur du gaz en Europe est plus que limité. Si l'on partage le budget carbone global entre les différentes régions du monde, le budget carbone restant à l'Europe pour rester en dessous des 2°C sera épuisé dans 6 à 9 ans au rythme actuel d'émissions de CO2. L'étude montre que si l'Europe pouvait instantanément reporter sa consommation actuelle en pétrole et charbon sur le gaz, le continent gagnerait au mieux trois toutes petites années d'émissions de CO2 supplémentaires. Les auteurs concluent que si la sortie des énergies fossiles (gaz inclu) n'est pas complètement achevée en Europe en 2035-2040, la bataille pour rester sous les 2°C sera perdue.[20] Pour rester en dessous des 1,5°C, cela doit être encore plus rapide.

En considérant que des infrastructures gazières comme le MidCat/STEP sont pensées pour être utilisées au moins 50 ans[21], parfois plus[22], tous les nouveaux projets gaziers construits aujourd'hui sont supposés être utilisés jusqu'à bien après la date à laquelle nous sommes censés arrêter de consommer du gaz fossile. Construire le MidCat/STEP maintenant contribuerait ainsi à alimenter une nouvelle dépendance aux énergies fossiles insoutenable d'un point de vue climatique, ou 2ème option, le gazoduc deviendrait rapidement délaissé puisque les politiques d'efficacité énergétique et le passage aux énergies renouvelables nous auront permis de largement réduire la demande. Les coûts de production des énergies renouvelables sont aujourd'hui inférieurs aux énergies fossiles et seront encore plus avantageux dans le futur.[23] Quant à l'efficacité énergétique, c'est la meilleure solution pour réduire l'addiction aux énergies fossiles ainsi que la pauvreté énergétique et améliorer la sécurité énergétique en Europe. Des études ont montré qu'avec des politiques ambitieuses pour réduire les consommations d'énergie, la demande en gaz pourrait être réduite de 70% en seulement 20 ans dans plusieurs régions du continent.[24]

CONCLUSION

Le gaz n'est pas meilleur que les autres énergies fossiles. Compte tenu des niveaux d'émissions actuels de gaz à effet de serre, il n'y a même pas de rôle de transition à jouer pour le gaz. Le seul débat à avoir aujourd'hui est donc de savoir comment sortir des énergies fossiles et fissiles en Europe.

MYTHE 3

LE GAZ EST UNE ÉNERGIE PROPRE

Parce qu'il est inodore et incolore, le gaz est souvent perçu comme environnementalement propre, notamment comparé aux autres énergies fossiles (charbon et pétrole). S'il est transparent, le gaz n'en est pour autant pas inoffensif. Les expériences passées et les analyses scientifiques ont rappelé à bien des reprises que, tout au long de son cycle de vie, le gaz a un impact environnemental et sanitaire important.

1/ EXTRAIRE DU GAZ - UNE GRANDE INDUSTRIE DESTRUCTRICE

Enagás et Teréga assurent que le gaz qui pourrait être transporté via le MidCat/STEP pourrait provenir des Etats-Unis et de l'Algérie. Ces deux pays ont un point en commun important: le premier est le leader mondial de la production du gaz de schiste, alors que le second essaie de le devenir en explorant son potentiel pour compenser le déclin de ses réserves de gaz conventionnel. Cependant, le gaz de schiste est si controversé que la technique pour l'extraire - la fracturation hydraulique - a été interdite dans plusieurs pays d'Europe (incluant la France). L'expansion du gaz de schiste aux Etats-Unis, qui a démarré au milieu des années 2000, a eu des conséquences environnementales et sanitaires dramatiques pour les populations locales. Des milliers de cas de contamination des nappes phréatiques, pollution de l'air et des rivières, surconsommation d'eau, mauvais traitement d'eaux usées et expositions graves à des agents cancérigènes, radioactifs, perturbateurs endocriniens et / ou à des polluants très dangereux ont été documentés par de nombreux articles scientifiques en moins de 10 ans.[25] Le gaz illustre toute la nature destructice de l'industrie fossile aux préoccupations environnementales minimes voire inexistantes.

2/ TRANSPORT DU GAZ - UNE ÉPÉE DE DAMOCLÈS POUR LES COMMUNAUTÉS LOCALES

Les impacts du transport de gaz (comme cela pourrait arriver avec le MidCat/STEP) sont bien moins connus que ceux de l'extraction. Cependant, les gazoducs et les stations de compression peuvent avoir d'importants impacts[26]:

- Les stations de compression rejettent des centaines de tonnes de contaminants variés (y compris des oxydes d'azote, du monoxyde de carbone, des composés organiques volatils, du formaldéhyde et des particules fines), faisant des ces installations une des plus importantes sources industrielles de pollution atmosphérique.[27]

- Entre 1986 et 2016, les accidents de pipelines (le plus souvent des ruptures de conduites) aux Etats-Unis ont provoqué 548 décès, plus de 2500 blessures et plus de 8,5 milliards de dollars de dégâts.[28] Des rapports fédéraux ont constaté une "occurrence continue" d'incidents de déversement d'énergies fossiles - incluant des ruptures de conduite de gazoducs - qui ont "le potentiel de causer des victimes et des contaminations environnementales massives".

LES GAZODUCS DANS DES "ZONES À EFFETS LÉTAUX"

La législation française impose des zones tampons (appelées "Effets Létaux Significatifs", "Premiers Effets Létaux" et "Effets irréversibles"[29]) entre les infrastructures gazières et les zones habitées ou industrielles, reflétant la dangerosité des gazoducs. Dans le cas du projet de Eridan, une des composantes de la partie française du MidCat, l'étude d'impact réalisée par GRTgaz, un autre promoteur du projet, reconnaît qu'une "large bande" de 35 mètres de large par rapport aux zones résidentielles devrait être respectée[30], alors qu'une zone à "effets irréversibles" de 785 mètres de large devrait être respectée dans le cas d'une rupture de conduite.[31] Cela a forcé GRTgaz à modifier le tracé initial, qui passait trop près d'une centrale nucléaire, afin de le détourner à plus de 1600 mètres de la centrale. Cela confirme que les infrastructures gazières sont tout sauf sûres et propres, comme promu par les promoteurs du projet MidCat/STEP.

MYTHE 4

MIDCAT/STEP EST NÉCESSAIRE POUR LA SÉCURITÉ D'APPROVISIONNEMENT EN GAZ

Enagás et Teréga répètent à l'envi, pour promouvoir leur projet, que le gazoduc MidCat/STEP contribuerait à l'amélioration de la sécurité énergétique en Europe du Sud-Ouest.[32] Pourtant, l'Espagne et la France profitent déjà d'un haut niveau de sécurité d'approvisionnement. Leurs réseaux de gaz déjà très denses leur permettent de faire face aux potentielles perturbations les plus extrêmes[33]:

- Alors que la France a consommé 42,9 bcm de gaz en 2017[34], le pays a la capacité d'importer 118 bcm de gaz chaque année grâce à ses 7 gazoducs d'importation et à ses 4 terminaux méthaniers. Ils offrent au pays un approvisionnement très diversifié avec du gaz provenant de Mer du nord, de Russie, des Pays-Bas, du Maghreb, et de tout le marché international du gaz naturel liquéfié (GNL). Avec ses 13 bcm de capacité de stockage de gaz, la France dispose d'un système gazier d'une flexibilité lui permettant de résister à toutes les crises potentielles.[35]
- Alors que l'Espagne a consommé 31 bcm de gaz en 2017, le pays a la capacité d'importer près de 100 bcm de gaz chaque année grâce à ses 6 gazoducs d'importation (venant d'Algérie, du Maroc, du Portugal et de la France)[36] et ses 6 terminaux méthaniers en activité[37], uniquement utilisés pour la consommation de gaz ibérique. Les terminaux méthaniers sont massivement sous-utilisés (à seulement 25% en 2016)[38] alors qu'un septième terminal, celui de Musel, construit en 2012, reste inutilisé à ce jour en raison de la trop faible demande en gaz ! [39]
- Deux interconnexions gazières existent déjà entre la France et l'Espagne (7 bcm par an de l'Espagne vers la France et 5,5 bcm par an dans l'autre sens) mais n'ont été utilisées qu'à 55% en moyenne de la France vers l'Espagne et quasi jamais dans l'autre sens ces trois dernières années.[40]

La sécurité énergétique des deux pays semble donc largement assurée. Plusieurs analyses ont déjà montré qu'avec le réseau actuel, l'Espagne peut gérer des perturbations d'approvisionnement de son plus gros fournisseur, l'Algérie, grâce à ses autres sources d'importations (terminaux méthaniers et interconnexions avec la France), et que la France pourrait en faire autant en cas de perturbations des importations de Norvège, de Russie ou d'Afrique du Nord.[41] Comme l'a noté le régulateur français de l'énergie en 2016, les infrastructures existantes procurent un niveau d'interconnexions satisfaisant et suffisant entre la France et l'Espagne.[42] C'est pourquoi il considère MidCat comme inutile, particulièrement pour la sécurité d'approvisionnement de la France.

L'analyse coût-bénéfice du projet STEP réalisée par l'agence Pöyry pour la Commission Européenne, et récemment fuitée, confirme que le gazoduc n'aura aucun impact sur la sécurité énergétique des deux pays.[43] De nombreux scénarios de perturbations possibles (parfois très improbables) ont été réalisés à cette occasion pour mesurer l'avantage que STEP procurerait dans ces cas de figure. Les conclusions sont claires : dans tous ces scénarios, STEP ne contribue ni à fluidifier la distribution du gaz, ni à réduire les coûts du système. Pöyry ajoute que l'indicateur N-1, utilisé par la Commission Européenne pour mesurer la résilience d'un réseau national de gaz lors d'une perturbation de son plus gros fournisseur en gaz, « étant déjà élevé pour l'Espagne, STEP ne procure pas d'amélioration significative en raison de sa capacité limitée. [...] STEP n'affecte pas le N-1 de la France puisqu'il n'y a pas de capacité ferme du Sud vers le Nord ».

CONCLUSION

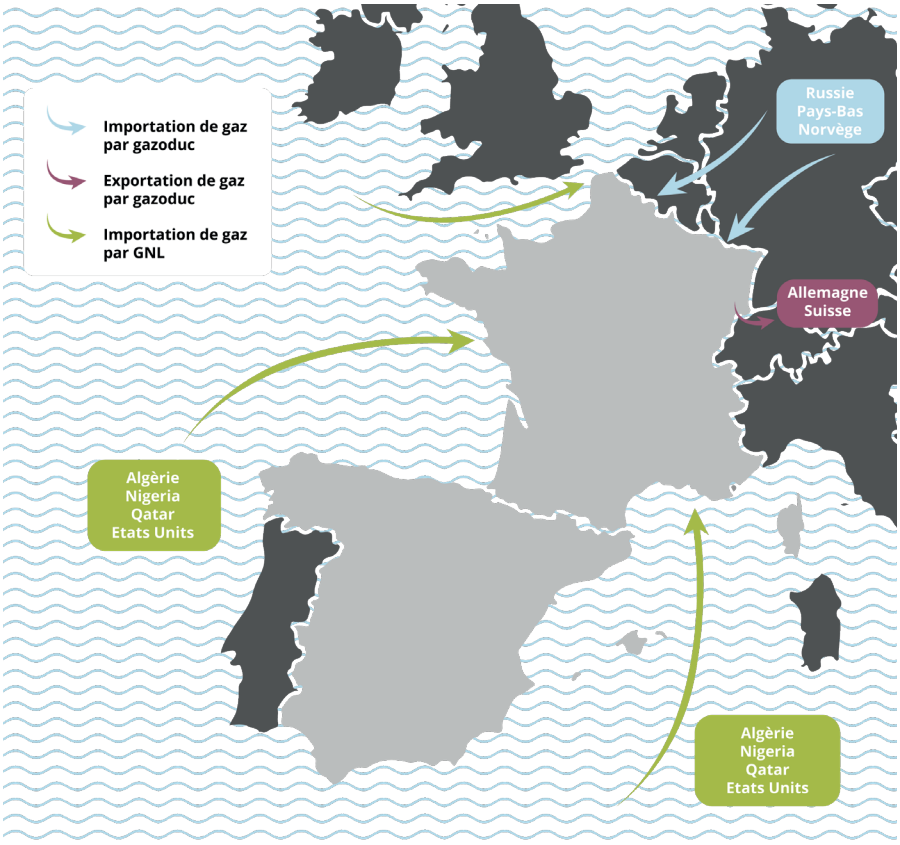
Ni la France, ni l'Espagne n'a besoin de STEP ou de MidCat pour améliorer leur sécurité d'approvisionnement en gaz. Elle est déjà garantie grâce au réseau actuel.

MYTHES

MIDCAT/STEP EST NÉCESSAIRE POUR LA DIVERSIFICATION DES FOURNISSEURS EN GAZ

Le développement des infrastructures gazières en Europe est supposé aider l'Union Européenne à atteindre ses objectifs énergétiques et climatiques. La sécurité énergétique est l'un d'entre eux. Elle passe par une diversification accrue des fournisseurs en gaz afin de réduire la dépendance excessive au gaz russe, à l'origine de nombreuses tensions géopolitiques récentes. De ce point de vue, la valeur ajoutée du projet MidCat/STEP est particulièrement contestable.

Enagás avance l'idée que, grâce à MidCat/STEP, le gaz passerait du Sud au Nord et ferait de l'Espagne un point névralgique européen pour l'importation du gaz algérien et de gaz naturel liquéfié (GNL). Selon la compagnie gazière, cela améliorerait prétendument la sécurité d'approvisionnement en Europe de l'Ouest grâce au gaz qui viendrait d'Algérie et de pays exportateurs de GNL (Qatar, Nigeria, Trinidad-en-Tobago, Etats-Unis, Australie…) via l'Espagne. Tout ceci n'est pourtant ni nécessaire ni réaliste : la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique et la Grande-Bretagne ont leurs propres terminaux méthaniers et bénéficient donc de la même diversification que l'Espagne. De plus, tous ces terminaux ont de vastes capacités d'importation largement sous-employées : le terminal méthanier de Dunkerque a par exemple été utilisé à seulement 5.15% de ses capacités en 2017.[44]Dans ce contexte, il serait absurde d'importer du GNL en Espagne pour le transporter ensuite par pipeline dans d'autres pays de la région. Pour finir, l'étude coût-bénéfice de l'agence Pöyry sur le projet STEP rappelle que les interconnexions actuelles entre la France et l'Espagne sont inutilisées dans le sens Espagne-France et ne seront a priori pas plus employées si STEP est construit.[45]



Carte 2: Fournisseurs en gaz actuels de la France (Source: Teréga & Cheniere Energy)

Teréga, de son côté, prétend que MidCat/STEP est une opportunité pour mieux connecter la péninsule ibérique au reste du continent et lui donner un accès accru au gaz norvégien, néerlandais et russe. Ces affirmations sont plus que discutables : la production de gaz dans le bassin néerlandais de Groningen sera stoppée d'ici à 2030[46] suite aux centaines de secousses sismiques que ces activités ont générées depuis 30 ans et aux plus de 80 000 dommages matériels qu'elles ont occasionnés. Quant à la Norvège, sa production de gaz est promise à un rapide déclin, comme souligné dans l'analyse coût-bénéfice réalisée par Pöyry.[47] Si du gaz devait dès lors être transporté de la France vers l'Espagne grâce à MidCat/STEP - ce qui est très discutable (voir Mythe 4), il s'agirait essentiellement de gaz russe (voir carte)[48]. La logique du projet ne pourrait donc pas être plus ironique puisque MidCat/STEP renforcerait notre dépendance au gaz russe, soit exactement l'inverse que ce que l'Union européenne cherche à faire en construisant de nouveaux projets gaziers.

CONCLUSION

Soutenir un projet gazier de 3 milliards d'euros seulement pour importer toujours plus de gaz russe est inacceptable. Cela va à contre-sens des objectifs européens que ce projet est censé poursuivre et profite à des pays qui bénéficient déjà d'une diversification satisfaisante de leur approvisionnement.

MYTHE 6

STEP REPRÉSENTE UN INVESTISSEMENT MINIME ET RENTABLE

Selon des estimations récentes, le projet STEP coûterait 441 millions d'euros : 290 millions pour la partie française et 151 millions pour la partie espagnole[49]. Ce projet est officiellement présenté par ses promoteurs (Enagás and Teréga) comme un compromis au projet MidCat beaucoup plus coûteux (3,1 milliards d'euros[50], dont deux tiers pour la construction et le renforcement de réseau dans la partie française)[51]. Pourtant, les détails du projet montrent bien que, loin d'être une alternative, STEP n'est qu'une stratégie pour mettre un pied dans la porte et forcer la construction du projet MidCat, dont le coût de construction effraie aujourd'hui certains investisseurs et décideurs politiques.

Les capacités de transport créées par STEP ne sont qu'interruptibles, ce qui signifie que le gazoduc ne serait utilisable que lors de périodes de faibles demandes en gaz. Cela questionne donc l'intérêt de sa construction : (1) les interconnexions existantes entre France et Espagne, créant des capacités fermes et donc utilisables en toutes circonstances sont largement sous-utilisées (voir mythe 4) ; (2) Les capacités 'interruptibles' de STEP signifient que le gazoduc ne sera pas utilisable lors de périodes de fortes demandes en gaz. C'est la raison pour laquelle l'analyse coût-bénéfice faite par l'agence Pöyry pour la Commission Européenne conclut que « STEP n'a pas été conçu pour fournir un niveau spécifique de capacités, au contraire il ne s'agit que de la première étape d'un projet bien plus gros, MidCat, qui vise à augmenter substantiellement les capacités d'échange de gaz entre la France et l'Espagne[52]». Par conséquent, investir dans le projet STEP, en apparence plus raisonnable financièrement, n'évitera pas l'investissement pharaonique nécessaire pour la construction de MidCat, il ne fera au contraire que l'encourager.

Reste à savoir maintenant qui devra payer pour ce projet inutile. Malgré l'organisation de plusieurs « open season » afin d'évaluer l'intérêt que MidCat/STEP suscite sur le marché, presque aucune entreprise n'a manifesté de besoins en capacité de transport, ce qui prouve un peu plus son inutilité[53]. L'analyse coût-bénéfice du projet STEP par l'agence Pöyry confirme que, selon le scénario de base de la Commission Européenne, aucune capacité ne serait réservée au-delà de 2030, ce qui transformerait officiellement le gazoduc en actif échoué dix ans après sa construction[54]. Or, si le marché ne veut pas payer, le pipeline ne peut être construit que grâce aux frais du contribuable. Le projet STEP a déjà reçu des subventions européennes pour financer des études préliminaires et l'organisation de consultations publiques : 5,6 millions d'euros en 2016[55] et 1,7 million d'euros en 2017[56]. Cet argent provient d'un fond public européen appelé 'Connecting Europe Facility' (CEF) disposant de 5,85 milliards d'euros pour financer des projets énergétiques prioritaires, issus de la 'Liste Européenne des Projets d'Intérêt Commun' (PIC). Jusqu'à présent, la Commission Européenne a manifesté un soutien sans faille au projet[57], à commencer par le Commissaire Européen à l'énergie et au climat, Miguel Arias Cañete, ancien ministre espagnol de l'environnement, lié aux industries du gaz et du pétrole[58]. Le risque que des subventions encore plus importantes et des prêts massifs de certaines banques publiques (comme la BEI) soient octroyés dans un futur proche pour soutenir les coûts de construction du projet plane désormais.

CONCLUSION

STEP n'est pas une alternative à bas coût. Il ne s'agit que de la première étape déguisée du ruineux et inutile projet MidCat.

MYTHE 7

LE PRIX DU GAZ VA BAISSER GRÂCE À MIDCAT/STEP

Enagás et Teréga avancent régulièrement que MidCat/STEP contribuera à une meilleure intégration de l'Espagne et du Portugal dans le marché européen du gaz et conduira à réduire la facture de gaz du consommateur. Il est pourtant très peu probable que cela arrive, bien au contraire.

Les investissements importants consentis cette dernière décennie dans le développement du réseau gazier européen a déjà permis à la plupart des Etats membres d'atteindre un niveau satisfaisant de diversification de ses fournisseurs en gaz, de mieux interconnecter les différents marchés et de niveler les prix du gaz, particulièrement en Europe de l'Ouest. Selon les chiffres de la Commission Européenne, les prix du gaz ont déjà largement convergé à travers tout le continent ; c'est d'ailleurs très notable en France et en Espagne qui entre 2013 et 2015 ont vu le prix moyen de leur gaz décliner respectivement de 29% et 18% - Voir tableau ci-dessous[59].

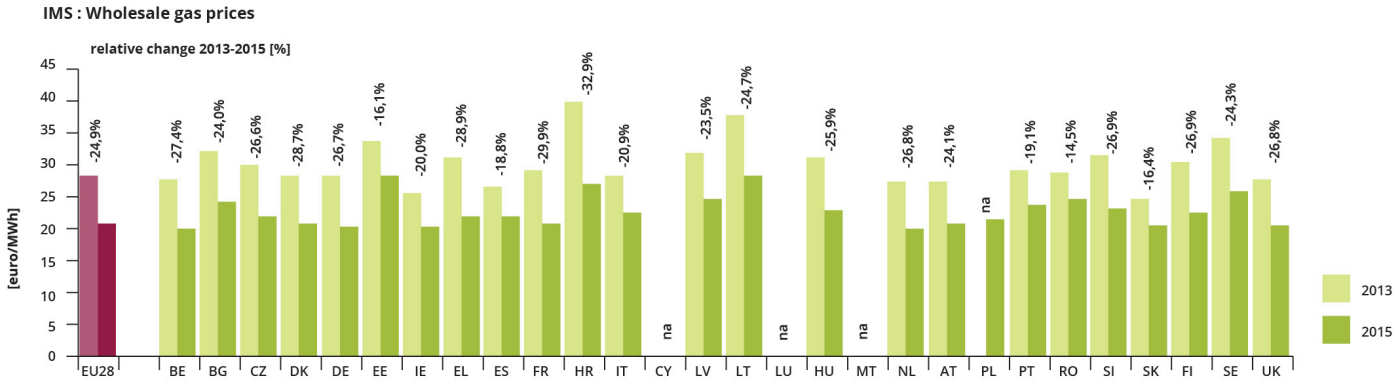


Tableau 1: Convergence du prix du gaz en Europe 2013-2015 (Source: Commission Européenne)

Comme l'a bien judicieusement rappelé une récente étude menée par Trinomics sur le sujet, « Si le prix de gros du gaz n'a pas encore totalement convergé à travers l'Europe, la raison se trouve dans des congestions contractuelles et un manque de liquidité du marché, mais pas dans un manque de capacités de transport ou d'interconnexions de gaz ».[60] MidCat/STEP ne semble donc pas faire partie des solutions nécessaires pour réduire encore les tarifs du gaz. Il pourrait même avoir l'effet inverse.

Dans l'analyse coût-bénéfice sur STEP menée par l'agence Pöyry pour la Commission européenne, les auteurs remarquent qu'il « n'est pas clair que les capacités supplémentaires [de STEP] réduiraient les écarts de prix aujourd'hui » en Espagne et ajoutent même que « les prix du gaz augmenteront en France à cause de STEP ».[61] L'idée que MidCat/STEP réduirait la facture du consommateur ne semble alors relever que de la pure désinformation.

Par ailleurs, la façon dont les coûts de construction et la maintenance des infrastructures gazières sont généralement couverts en Espagne questionne sérieusement l'idée que STEP n'entraînera pas d'augmentation des prix du gaz pour le consommateur espagnol. En 2014, l'Espagne a dû faire face à une gigantesque dette d'un milliard d'euros pour son réseau gazier, les revenus régulés ne suffisant plus à couvrir les dépenses nécessaires pour des projets hautement controversés, tels que le terminal méthanier de Musel jamais utilisé jusqu'à présent ou le désastreux projet de stockage souterrain de gaz CASTOR. L'Espagne a ainsi voté une loi afin d'incorporer le remboursement de la dette dans la facture des consommateurs.[62] Compte tenu de la rentabilité plus que douteuse du projet, le risque semble donc élevé de voir STEP suivre le même modèle, condamnant les consommateurs espagnols à en payer le prix indirectement.

CONCLUSION

Les prix du gaz ne baisseront pas grâce à MidCat/STEP. Au contraire, le projet augmentera les tarifs en France et risque d'avoir le même effet en Espagne.

MYTHE 8

MIDCAT/STEP EST PROMU PAR DES ENTREPRISES AGISSANT POUR LE BIEN COMMUN

Teréga et Enagás agissent comme s'ils devaient construire ce gazoduc, décidé par la Commission Européenne et les Etats Membres, et comme s'ils n'avaient joué aucun rôle dans cette prise de décision. Les deux entreprises avancent que STEP est avant tout une réponse aux objectifs européens en termes de sécurité énergétique, fluidité du marché et compétitivité des prix.[63] Selon elles, il s'agit d'un « projet de solidarité énergétique ».[64]

Pourtant, ni Teréga ni Enagás n'agissent pour l'intérêt commun. Il s'agit de deux entreprises privées guidées avant tout par la recherche de profit : Enagás a d'abord été une entreprise publique avant d'être privatisée dans les années 1990 et est désormais détenue à 95% par des fonds d'investissement et des banques privées.[65] Teréga, originellement fondé par Total, est maintenant détenue à 40,5% par la SNAM, le principal transporteur de gaz (privé) italien, à 31,5% par la GIC, le fond souverain singapourien, à 18% par EDF et à 10% par Predica, une compagnie d'assurance, succursale du Crédit Agricole.[66] Leur modèle économique ne repose donc pas sur la recherche du bien commun mais bien sur la quête du profit et la satisfaction de leurs actionnaires.

Pour rentabiliser des projets comme MidCat/STEP risquant fortement de finir en actif échoué et de leur faire donc perdre de l'argent, Teréga et Enagás utilise une tactique éprouvée : privatiser les gains et socialiser les coûts. Enagás est notamment passé maître en la matière : grâce à une nouvelle loi votée en 2000, l'entreprise est devenue responsable technique du réseau gazier espagnol. De cette manière, elle bénéficie depuis lors des avantages des prix régulés du marché qui lui assurent à Enagás des prix garantis et donc d'importants profits, aux frais du contribuable. Grâce à ces prix fixés chaque année par le gouvernement, l'entreprise assure en effet 85% de ses revenus.[67] Elle utilise sa position nationale monopolistique pour socialiser les coûts de construction et de maintenance des nouveaux projets[68], incluant les plus ruineux comme le terminal méthanier de Musel construit en 2012, gelé depuis lors et remboursé par les contribuables, ou encore le projet de stockage souterrain de gaz CASTOR à l'origine de 220 secousses sismiques avant d'être stoppé.[69]

Enagás et Teréga sont également en recherche permanente de subventions publiques pour financer leurs nouveaux projets. Leurs chances d'en obtenir sont sérieusement accrues si ces projets sont ajoutés à la liste européenne des projets d'intérêt commun (« Liste PCI »). Cette liste octroie aux projets un statut prioritaire et leur donne accès à un important fond public européen de soutien (une cagnotte de 5,85 milliards d'euros) ainsi qu'à des emprunts très avantageux de la Banque Européenne d'investissement : Teréga et Enagás ont déjà reçu €7,3 millions de cette cagnotte pour le projet STEP.
C'est une des raisons principales qui expliquent le lobby intense que ces entreprises mènent pour influencer le processus d'élaboration de cette liste des PCI (notamment via ENTSO-G, l'un de leurs représentants à Bruxelles). En fournissant des données biaisées exagérant les projections de demandes futures en gaz, elles induisent la Commission Européenne en erreur pour justifier le soutien de projets pourtant inutiles.[70] La sécurité énergétique ou « l'intérêt commun » de la France et l'Espagne sont donc loin d'être les moteurs poussant ces entreprises à investir dans MidCat/STEP.

CONCLUSION

STEP/MidCat n'est pas un projet de solidarité énergétique comme le prétendent Enagás et Teréga, mais bien une histoire de gros sous dont la rentabilité douteuse risque fortement d'être assumée par les contribuables.

LA RÉALITÉ

1. Construire un nouveau gazoduc entre la France et l'Espagne bafoue l'Accord international de Paris sur le climat;
2. Le gaz est une énergie fossile à haute intensité de carbone qui ne mérite pas son image d'allié du climat ou d'énergie de transition;
3. Une infrastructure gazière comme MidCat/STEP génère d'importants impacts environnementaux et sanitaires. Le gaz ne mérite pas son image d'énergie propre ou sûre;
4. La France et l'Espagne n'ont pas besoin de MidCat/STEP pour améliorer leur sécurité énergétique : Le réseau gazier dans ces deux pays est déjà dense et très résilient;
5. MidCat/STEP ne contribue pas à l'objectif européen de diversification des fournisseurs de gaz et ne ferait que renforcer notre dépendance au gaz russe;
6. STEP n'est pas une alternative à bas coût : C'est un pied dans la porte pour justifier la construction du ruineux projet MidCat pourtant promis à devenir un actif échoué:
7. Les prix du gaz ne déclineront pas grâce à MidCat/STEP, ils pourraient même augmenter si le gazoduc est construit;
8. MidCat/STEP n'est pas construit pour servir le bien commun. Il s'agit au contraire d'un projet poussé par deux entreprises privées en recherche de subventions publiques pour maximiser leurs profits, et dont l'évidente non-rentabilité retombera sur les contribuables.

Pour toutes ces raisons, une large mobilisation opposée à la construction de MidCat/STEP se développe des deux côtés des Pyrénées. De nombreuses d'associations de citoyens engagés, des organisations environnementales et des membres du Parlement Européen combattent ce projet, contribuent aux consultations publiques, saisissent la justice et font pression sur les décideurs politiques à l'échelle locale, régionale, nationale et européenne. C'est aussi pour ces raisons que certaines institutions telles que le régulateur français de l'énergie ont exprimé leurs doutes sur le projet.

NOS DEMANDES

- Le gouvernement français doit suivre l'opinion de son régulateur de l'énergie et reconnaître son scepticisme quant à la valeur ajoutée de MidCat/STEP. Il doit s'opposer à la construction de ce projet et faire savoir sa position au gouvernement espagnol et à la Commission Européenne;

- Compte tenu de l'analyse coût-bénéfice indépendante très défavorable au projet, réalisée pour la Commission Européenne et récemment fuitée:

  - Les régulateurs français et espagnol doivent refuser les demandes d'investissement récemment déposés par Teréga et Enagás;

  - La Commission Européenne doit commanditer une analyse similaire, avec la même méthodologie, pour les autres projets gaziers de la Liste des PCI;

- Puisque MidCat/STEP ne remplit pas les objectifs établis dans le cadre l'Union Énergétique Européenne en termes de soutenabilité et de sécurité énergétique, la Commission Européenne doit retirer le projet de la Liste des PCI et ne doit pas lui fournir de fonds supplémentaires;

- L'Europe doit abandonner toute utilisation des énergies fossiles d'ici 2030 pour conserver une chance d'atteindre les objectifs climatiques de l'Accord de Paris.

REFERENCES

1. http://europa.eu/rapid/press-release_SPEECH-15-5797_en.htm
2. https://www.tigf.fr/fileadmin/presse/ACTU_PDF-FR/2018/20180322_STEP_MarketConsultation_final.pdf
3. http://www.entsog.eu/publications/tyndp#ENTSOG-TEN-YEAR-NETWORK-DEVELOPMENT-PLAN-2013-2022
4. http://www.entsog.eu/publications/tyndp#ENTSOG-TEN-YEAR-NETWORK-DEVELOPMENT-PLAN-2015
5. http://www.entsog.eu/publications/tyndp#ENTSOG-TEN-YEAR-NETWORK-DEVELOPMENT-PLAN-2017
6. https://ec.europa.eu/energy/sites/ener/files/documents/annex_to_pci_list_final_2017_en.pdf
7. https://ec.europa.eu/energy/en/topics/infrastructure/projects-common-interest
8. https://unfccc.int/files/essential_background/convention/application/pdf/english_paris_agreement.pdf
9. https://www.tigf.fr/qui-sommes-nous/le-gaz-naturel/les-atouts-du-gaz-naturel.html
10. https://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/wg1/WG1AR5_Chapter08_FINAL.pdf
11. https://www.c2es.org/content/main-greenhouse-gases/
12. https://www.nature.com/articles/s41467-017-02246-0
13. Schneising et al, 2014 (http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/2014EF000265/abstract) & Peischl et al, 2016 (http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/2015JD024631/abstract)
14. Brandt et al, 2014 (http://www.sciencemag.org/content/343/6172/733), Zavala-Araiza et al, 2015 (http://www.pnas.org/content/112/51/15597.full.pdf), Schwietzke et al, 2016 (http://www.nature.com/nature/journal/v538/n7623/full/nature19797.html)
15. http://www.wri.org/blog/2017/04/interactive-chart-explains-worlds-top-10-emitters-and-how-theyve-changed
16. Enagás http://www.enagas.es/WEBCORP-static/InformeAnual2016/en/our-project-future/long-term-vision-enagas-2040.html & TIGF: https://www.tigf.fr/fileadmin/presse/ACTU_PDF-FR/2017/Plaquette_institutionnelleTIGF.pdf
17. United Nations Framework Convention on Climate Change (2015) Adoption of the Paris Agreement. 21st Conference of the Parties. United Nations: http://unfccc.int/files/essential_background/convention/application/pdf/english_paris_agreement.pdf
18. https://www.nasa.gov/press-release/nasa-noaa-data-show-2016-warmest-year-on-record-globally
19. https://www.carbonbrief.org/analysis-global-co2-emissions-set-to-rise-2-percent-in-2017-following-three-year-plateau
20. http://www.foeeurope.org/NoRoomForGas
21. https://www.northfieldma.gov/sites/northfieldma/files/uploads/intro_to_gas_pipeline_presentation_of_5-26-15_part_1.pdf
22. http://cbw.ge/gas/southern-gas-corridor-to-remain-active-for-50-60-years/
23. https://www.forbes.com/sites/gauravsharma/2018/04/24/production-cost-of-renewable-energy-now-lower-than-fossil-fuels/
24. http://www.energyunionchoices.eu/wp-content/uploads/2017/08/Safeguarding-energy-security-in-South-East-Europe-with-investment-in-demand-side-infrastructure.pdf
25. http://concernedhealthny.org/wp-content/uploads/2018/03/Fracking_Science_Compendium_5FINAL.pdf
26. http://concernedhealthny.org/wp-content/uploads/2018/03/Fracking_Science_Compendium_5FINAL.pdf (p.198-210)
27. Russo, P. N., & Carpenter, D. O. (2017, October 12). Health effects associated with stack chemical emissions from NYS natural gas compressor stations, 2008-2014 (https://www.albany.edu/about/assets/Complete_report.pdf)
28. Joseph, G. (2016, November 30). 30 years of oil and gas pipeline accidents, mapped. CityLab. (https://www.citylab.com/environment/2016/11/30-years-of-pipeline-accidents-mapped/509066/)
29. http://nonaugazoduc.org/wp-content/uploads/2015/07/Rapport_INERIS-DRA-13-133667-01471D-v2x.pdf
30. http://www.drome.gouv.fr/IMG/pdf/Arrete_DUP_MEC_SUP_signe_5_prefets.pdf
31. http://nonaugazoduc.org/wp-content/uploads/2015/07/Rapport_INERIS-DRA-13-133667-01471D-v2x.pdf
32. http://www.enagas.es/enagas/en/Transporte_de_gas/ProyectosYUltimasInfraestructuras/Proyecto_STEP
33. http://www.energyunionchoices.eu/wp-content/uploads/2017/08/EUC_Report_Web.pdf
34. https://www.oxfordenergy.org/wpcms/wp-content/uploads/2018/04/Natural-gas-demand-in-Europe-in-2017-and-short-term-expectations-Insight-35.pdf
35. https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/securite-dapprovisionnement-en-gaz

36. http://www.iea.org/publications/freepublications/publication/IDR_Spain2015.pdf (p.82)
37. https://www.gie.eu/download/maps/2017/GIE_LNG_2018_A0_1189x841_FULL.pdf
38. http://observatoriocriticodelaenergia.org/files_download/Entiende_el_sistema_gasista.pdf
39. https://www.lngworldnews.com/enagas-musel-lng-terminal-to-be-mothballed-after-completion-spain/
40. https://www.lamarea.com/informe-gasoducto-la-marea/
41. https://europeanclimate.org/wp-content/uploads/2016/03/EUC_Report-WEB.pdf (p.27)
42. www.cre.fr/en/documents/publications/thematic-reports/french-electricity-and-gas-interconnections/read-the-report
43. https://www.lamarea.com/wp-content/uploads/2018/04/Informe-gasoducto-La-Marea.pdf (p.82)
44. https://alsi.gie.eu/#/historical/21W0000000000451/FR
45. https://www.lamarea.com/wp-content/uploads/2018/04/Informe-gasoducto-La-Marea.pdf (p. 34)
46. https://www.reuters.com/article/us-netherlands-groningen-gas/netherlands-to-halt-gas-production-at-groningen-by-2030-idUSKBN1H51PN
47. https://www.lamarea.com/wp-content/uploads/2018/04/Informe-gasoducto-La-Marea.pdf (p. 54)
48. https://www2.Teréga.fr/fileadmin/Nos_projets/Projets_a_l_etude/STEP/STEP_Dossier_Info_BD_VF.pdf (p.18-19)
49. https://www.lamarea.com/wp-content/uploads/2018/04/Informe-gasoducto-La-Marea.pdf (p.32-33)
50. https://www.lesechos.fr/23/12/2015/LesEchos/22093-064-ECH_gaz---bras-de-fer-autour-d-un-projet-de-gazoduc-france-espagne.htm
51. www.cre.fr/en/documents/publications/thematic-reports/french-electricity-and-gas-interconnections/read-the-report (p. 88)
52. https://www.lamarea.com/wp-content/uploads/2018/04/Informe-gasoducto-La-Marea.pdf (p.34)
53. https://www.icis.com/resources/news/2010/08/04/9382297/decision-against-france-spain-midcat-link-is-short-termist-/
54. https://www.lamarea.com/wp-content/uploads/2018/04/Informe-gasoducto-La-Marea.pdf (p. 86)
55. https://ec.europa.eu/energy/en/news/midcat-gas-infrastructure-study-receive-56-million-euros-eu-funding
56. https://ec.europa.eu/energy/en/topics/infrastructure/projects-common-interest
57. https://ec.europa.eu/energy/en/news/midcat-gas-infrastructure-study-receive-56-million-euros-eu-funding
58. https://corporateeurope.org/power-lobbies/2016/03/disputed-commissioner-ca-ete-involved-new-controversies
59. https://cloud.foeeurope.org/index.php/s/mhQBUiZcZLoyaIN
60. http://trinomics.eu/wp-content/uploads/2018/04/Final-report-Gas-study-SD-Group-EP-22-02-2018.pdf
61. https://www.lamarea.com/wp-content/uploads/2018/04/Informe-gasoducto-La-Marea.pdf (p.26, 78 and 79)
62. https://www.icis.com/resources/news/2014/07/07/9798920/spain-tackles-natural-gas-tariff-deficit-in-new-law/
63. http://www.enagas.es/WEBCORP-static/InformeAnual2016/es/nuestro-proyecto-de-futuro/nuestra-estrategia.html
64. https://cloud.foeeurope.org/index.php/s/ztHYt37Xcg6XtsD (p. 7)
65. https://www.yoibextigo.lamarea.com/informe/enagas/que-es/breve-historia-privatizacion-de-enagas/
66. https://fr.wikipedia.org/wiki/Ter%C3%A9ga
67. https://www.yoibextigo.lamarea.com/informe/enagas/que-es/enagas-empresa-mimada-del-estado/
68. https://www.icis.com/resources/news/2014/07/07/9798920/spain-tackles-natural-gas-tariff-deficit-in-new-law/
69. http://thecorner.eu/spain-economy/the-castor-project-spaniards-are-paying-for-the-failure-of-this-gas-storage-installation/69669/
70. http://www.foeeurope.org/hiding-plain-sight-gas-lobby-energy-policy-110517

FOSSIL FREE
EUROPE
Friends of the Earth Europe
Les Amis de la Terre France
ODG
OBSERVATORI DEL DEUTE EN LA GLOBALITZACIÓ
attac
20 AÑOS en acción
ecologistas en acción